

l'Engagement

l-engagement.fr

MANIFESTE POUR UNE REPUBLIQUE SOCIALE, LAIQUE, ECOLOGIQUE ET SOUVERAINE



l'Engagement

l'Engagement

l'Engagement

MANIFESTE POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE, LAÏQUE, ÉCOLOGIQUE ET SOUVERAINE

1. Nos valeurs : progressisme, humanisme et souverainisme7
2. Nos constats sur la société contemporaine :
affaiblissements, abandons, replis9
3. Le sens de notre engagement politique et ce qui nous
différencie des autres mouvements et partis politiques :
respect, démocratie, exemplarité.16
4. Notre vision et notre projet pour un nouveau pacte
citoyen et républicain : souveraineté, lien commun, laïcité. .20

Octobre 2023

l'Engagement

L'Engagement

« La menace du plus fort me fait toujours passer du côté du plus faible ».

Chateaubriand

Devant des menaces économiques, sociales, démocratiques, politiques, géopolitiques et climatiques d'une ampleur inédite touchant simultanément tous les pans de notre société et ébranlant toutes les fondations de notre République, des femmes et des hommes issus de tous les horizons (monde politique, milieu associatif, société civile...), convaincus que la fatalité n'est pas inéluctable se sont réunis et engagés autour des idées défendues par Arnaud Montebourg pour proposer un nouveau pacte citoyen et républicain plaçant l'Homme et les valeurs humaines au-dessus de toutes autres considérations.

Parce que la dignité humaine, l'égalité, la liberté, l'esprit critique, la tolérance, la laïcité, la fraternité, le savoir, l'effort, le respect de l'être humain et de l'environnement sont des valeurs avec lesquelles la politique ne doit pas transiger, parce que ces valeurs relèvent le plus souvent du slogan électoral, L'Engagement entend porter ces valeurs comme projet politique pour une France indépendante, forte, inspiratrice de progrès, de justice sociale, de libertés en Europe et dans le Monde.

l'Engagement

1. Nos valeurs : progressisme, humanisme et souverainisme

Fidèles aux valeurs des Lumières, de la Révolution française et du Conseil National de la Résistance, nous œuvrons pour les intérêts des Français indépendamment de leur condition et de leur origine.

Femmes et hommes de progrès et de bonne volonté, nous voulons une société où chaque personne ait des droits d'égale importance, bénéficie des mêmes protections et reçoive le même traitement devant la loi, sur l'ensemble du territoire national. A cet effet, toutes les politiques gouvernementales doivent chercher à réduire les inégalités sociales et économiques et à supprimer les discriminations de toutes natures, dans le respect du principe d'égalité et de la prise en compte du mérite de chacun.

Humanistes et laïques, nous voulons une société qui permette le développement culturel, intellectuel, moral de chaque personne dans le respect de l'autre, en particulier de ses croyances ou non-croyances, qui favorise l'accès à l'éducation, à la culture, l'acquisition des savoirs pour toutes les femmes et tous les hommes sans distinction, tout au long de leur vie.

l'Engagement

Souverainistes et républicains, nous voulons une société dans laquelle les décisions des dirigeants politiques constituent l'expression de la volonté générale, dans l'intérêt de la Nation. Nous prôtons également une société ouverte sur l'Europe et sur le monde car nous n'opposons pas la maîtrise de notre destin à la participation aux projets contribuant au progrès des peuples, en respectant le droit de ces derniers à l'autodétermination.

l'Engagement
l-engagement.fr

Souveraineté

**Une France qui
s'affirme dans une
Europe forte**



l'Engagement

2. Nos constats sur la société contemporaine : affaiblissements, abandons, replis

La France, nation politique par essence, vit un désamour profond avec la politique : les chiffres de la participation aux élections depuis plus de 20 ans sont systématiquement décroissants ; le fossé avec la classe politique se creuse de plus en plus ; les partis extrémistes aux idées simplistes et clivantes recueillent toujours plus de voix et la violence ne cesse de se développer dans la société, y compris envers les élus ...

La cure de politiques néolibérales d'inspiration anglo-saxonne, appliquées inexorablement en France et en Europe depuis le milieu des années 80, a entraîné la financiarisation à outrance de notre économie, la désindustrialisation massive de pans entiers de notre territoire, une flambée des inégalités sociales et de revenus et le développement d'une concurrence internationale impitoyable et inégale par les prix, le moins-disant social et environnemental. La recherche du profit maximum est devenue la règle et le consumérisme effréné le nouvel art de vivre, laissant sur le bord de la route de plus en plus de citoyennes et de citoyens démunis face à ces grands mouvements mondialistes qui

l'Engagement

ne reconnaissent que le profit immédiat et la prédation des écosystèmes. Ces politiques ont accentué l'utilisation massive de ressources énergétiques fossiles et de matières premières, au détriment de la qualité de vie, comme de l'équilibre écologique et climatique planétaire.

Les échelons supranationaux comme l'Union Européenne ou encore l'OMC ou le FMI, ont favorisé cette mutation, au détriment des intérêts des peuples et des Nations. Les partis et les dirigeants politiques se sont laissés progressivement priver de leurs prérogatives, en se faisant de simples gestionnaires et des ambassadeurs de règlements abscons difficilement compréhensibles pour les citoyennes et les citoyens, et aux effets délétères.

L'unité de la France s'est fissurée. L'État stratège et régulateur, garant de cette unité, est devenu un État de la communication et de la procédure. Il a perdu en compétences humaines et thématiques en n'agissant plus directement mais en faisant faire par d'autres et en essayant de faire mieux avec, jusqu'à la crise du Covid, toujours moins de moyens. L'État s'est ainsi trouvé affaibli. Et ce d'autant plus qu'il est pris en étau entre les prérogatives accrues de l'Union Européenne et des collectivités territoriales, dans le cadre d'une nécessaire décentralisation.

La réaffirmation de la souveraineté française envers l'Union Européenne et les instances supranationales est une nécessité pour la défense des intérêts de la France, sans naïveté ou aveuglement envers les comportements non-coopératifs d'autres États. Si l'approfondissement du

l'Engagement

projet européen est souhaitable dans le domaine social, environnemental, culturel ou de la défense, les abandons de souveraineté consentis en matière budgétaire, économique ou de sécurité posent question.

l'Engagement
l-engagement.fr

Commerce extérieur

**+ de 150 millions €
de déficit annuel**



La décentralisation n'a, quant à elle, pas encore trouvé son équilibre en termes financier, fiscal, de clarification des compétences et d'architecture institutionnelle. Le retour d'une présence importante de l'État dans les territoires est aussi une nécessité pour accompagner la décentralisation, veiller au respect du principe d'égalité pour les citoyens et les entreprises, compenser les écarts

l'Engagement

de richesse et de développement, appuyer et coordonner les initiatives et les actions des collectivités territoriales.

Les services publics, contraints à des objectifs de rentabilité et à des réorganisations permanentes, n'ont pas été épargnés par ces politiques avec à la clé moins de moyens, moins de proximité et donc moins de capacité à accompagner les usagers et à maintenir un service de qualité et un lien efficace avec la population. Le niveau des élèves et les conditions de travail des enseignants n'ont cessé de se dégrader dans l'enseignement public où la laïcité est de plus en plus contestée. La paupérisation de nos territoires s'est accentuée avec comme effet pervers l'implantation du communautarisme, l'insécurité face à une police et une justice saturées, voire absentes, la baisse du niveau scolaire, la dégradation de notre système de santé et la multiplication des déserts médicaux, l'isolement de communes et d'habitants devenus sans gare, sans Poste, sans commerces, voire sans mairie...

La laïcité, ferment de la paix civile, est fragilisée voire battue en brèche dans l'ensemble des services publics : écoles, crèches, hôpitaux, piscines, etc. La laïcité doit être promue et défendue par l'ensemble des pouvoirs publics pour garantir la liberté de conscience, la liberté religieuse, la neutralité de l'État et des services publics. Formés à cette fin, les agents publics doivent être soutenus et protégés, en tant que de besoin par les pouvoirs publics, dans l'exercice de leurs fonctions.

L'Engagement

La qualité de vie des Françaises et des Français ne cesse de se dégrader, tant au point de vue environnemental (qualité de l'eau, de l'air, bruit, multiplication des catastrophes climatiques, etc.) que social (difficulté à se chauffer, à se loger, à se nourrir, a fortiori avec le retour d'une forte inflation) et sanitaire (progression des arrêts maladie, de la consommation d'anti-dépresseurs, d'alcool, de drogues, du nombre de tentatives de suicide, en particulier chez les jeunes).

Parallèlement à cette lente et longue dégradation économique, sociale et écologique, certaines politiques ont malgré tout été menées en faveur de plus d'égalité et de liberté sur le plan sociétal, ce qui doit être salué.

A la lumière des crises observées depuis 2008 (crise bancaire puis crise financière), 2018 (crise des gilets jaunes), 2020 (pandémie), 2022 (conflit russo-ukrainien, inflation), 2023 (crise des retraites, crise démocratique) auxquelles s'ajoute la crise climatique, les politiques menées depuis le milieu des années 80 ont toutes montré leur inefficacité à rendre le quotidien des Français plus sûr et plus agréable, faisant ainsi le lit des partis extrémistes qui n'ont jamais été aussi près du pouvoir, portés par une partie du peuple qui se sent déclassée et oubliée.

Comment la blâmer ? Les seules politiques qui aient fonctionné depuis 30 ans sont bien les politiques de désindustrialisation, de démantèlement des services publics ou encore de bradage de fleurons industriels à des prédateurs étrangers. Ainsi, la France se retrouve au

l'Engagement

dernier rang européen avec la Grèce en Europe pour le taux d'industrialisation ; ses autoroutes, ses télécommunications et son secteur énergétique sont privatisés et soumis aux lois des profits de fonds d'investissement ou d'actionnaires cupides. Ses transports ferroviaires s'ouvrent progressivement à la concurrence et des menaces pèsent sur l'organisation et le financement de son système de protection sociale, réduisant petit à petit à néant les réalisations issues du programme du Conseil National de la Résistance.

Comment lui en vouloir ? L'insécurité et le sentiment d'abandon n'ont jamais été aussi élevés pour les classes dites populaires. L'école est insuffisamment dotée et désorganisée par un enchaînement de réformes accentuant la complexité, les inégalités et la baisse de niveau ; la France rurale est menacée de devenir une friche sans perspective de développement, en raison notamment du maintien massif d'une agriculture productiviste au détriment de productions plus qualitatives et respectueuses de l'environnement, de nouveaux projets déséquilibrés de traités de libre échange internationaux ou encore de la concentration des centres de pouvoir économique dans les métropoles.

Or, le désespoir est mauvais conseiller, comme l'histoire du XX^{ème} siècle nous l'a souvent montré !

Dans ce contexte, il est primordial de reconquérir le terrain politique et de proposer des alternatives courageuses. Il est primordial de redonner de l'espoir à nos concitoyennes et concitoyens en leur proposant un

l'Engagement

nouveau pacte citoyen et républicain, garant d'égalité, de liberté et de justice sociale.

l'Engagement

3. Le sens de notre engagement politique et ce qui nous différencie des autres mouvements et partis politiques : respect, démocratie, exemplarité.

Au-delà des questions structurelles sur le rôle du politique et du personnel politique dans son ensemble, nous entendons trop souvent : « Les élections se gagnent maintenant avec des slogans et des injures ».

Nous observons également trop souvent ces mêmes pratiques dans l'exercice de la politique avec les conséquences induites : perte de sens et de confiance, faible adhésion aux partis, défiance envers les élus, abstention record à chaque élection, refuge des citoyens dans la sphère privée et l'engagement associatif, etc.

Aussi, notre engagement vise à renouer avec la pensée au lieu du slogan, avec la raison au lieu de l'instinct, avec l'argumentation au lieu du sophisme. Nous œuvrons pour une action politique au service des Françaises et des Français pour une société libre, prospère et sûre, dans laquelle chacun a les mêmes chances de contribuer, de réussir et de s'épanouir.

l'Engagement



Conscients de l'ampleur de la tâche, notamment au regard de l'instantanéité des besoins, de l'urgence sociale, économique et environnementale, nous sommes convaincus que la réconciliation des citoyennes et des citoyens avec les mouvements et partis censés les représenter passe notamment par :

L'Engagement

- La moralisation des pratiques politiques : non-cumul et limitation dans le temps des mandats, meilleure traçabilité des sources de financement, encadrement accru des lobbys et des pantoufles de politiques et/ou hauts fonctionnaires, etc.
- Une meilleure représentativité de la société civile dans les instances dirigeantes passant par la mise en place d'un réel statut de l'élu et/ou de dirigeants de partis.
- Un contrôle accru et régulier des actions des pouvoirs publics, des élus et/ou des dirigeants de partis par des structures indépendantes.
- Un recours plus régulier aux référendums sur les grands thèmes ayant des répercussions majeures dans la vie de nos concitoyens et de la Nation.

A ces mesures doivent également s'ajouter une réforme de fond des institutions permettant une meilleure représentation des citoyennes et des citoyens dans la conduite des affaires publiques ainsi qu'un rééquilibrage des pouvoirs entre le Parlement et le Gouvernement.

L'exemplarité en la matière est primordiale, c'est pourquoi L'Engagement est régi par des statuts fondés sur des règles strictes de transparence et de probité.

L'honnêteté est essentielle dans le débat politique : un contrat de confiance doit être renoué avec les citoyennes et les citoyens en proposant un projet politique ambitieux, cohérent et réalisable avec des effets mesurables, sous peine de distendre encore plus le lien

l'Engagement

avec les politiques. A cet égard, les projets techniques et technocratiques doivent être bannis au profit du contenu politique dont les enjeux et les calendriers sont régulièrement exposés dans des termes lisibles. Il faut redonner du sens et de la proximité aux citoyennes et citoyens ! Les urnes doivent redevenir la voix de notre démocratie, le pouvoir s'exerçant par le peuple, au nom du peuple et pour le peuple !

L'Engagement

4. Notre vision et notre projet pour un nouveau pacte citoyen et républicain : souveraineté, lien commun, laïcité.

Le contexte géopolitique et climatique, la crise démocratique et institutionnelle, la situation délétère de nombreux partis politiques, ... sont sources d'inimaginables désordres interdépendants et d'inquiétudes extrêmes. Ces derniers se traduisent notamment par une montée des populismes alimentée par le désespoir, exacerbée par les réseaux sociaux et ne proposant que des solutions simplistes ou nauséabondes.

Les idées et les propositions développées par Arnaud Montebourg et promues par L'Engagement sont porteuses d'espérance. Elles visent à traiter les causes de ces désordres et à faire émerger une force politique majoritaire laïque et républicaine, tournée vers le bloc populaire et capable de redonner à la France sa voix singulière dans le concert des Nations, notamment face à l'impérialisme des grandes puissances qui engendre des combats d'un autre temps.

Au regard des différents défis à relever et dans la perspective d'un nouveau pacte politique visant une société française solidaire, réconciliée et prospère, les

L'Engagement

membres de L'Engagement s'attachent à réunir des citoyennes et des citoyens de tous horizons, partageant leurs valeurs pour œuvrer à une nouvelle manière d'imaginer et de construire la société où l'on célèbre l'action commune, la créativité, le travail en équipe, où l'on organise la solidarité, où l'on exprime le respect pour l'altérité, rejette le sectarisme, et proclame la supériorité de la coopération autour des piliers suivants :

- Une **souveraineté renforcée** : sur le plan économique comme sur le plan national. Nous ne rejetons pas l'Union Européenne mais défendons la souveraineté des États-Nations au sein d'une Europe au service des peuples. Nous prôtons ainsi un modèle européen qui cherche à concilier la souveraineté nationale avec une intégration européenne portée vers le progrès social, environnemental et la défense des intérêts européens vis-à-vis des autres puissances du monde.

Nous considérons que chaque État membre de l'UE doit conserver le contrôle de ses propres affaires nationales, en particulier pour sa politique économique, fiscale, migratoire et de sécurité. Cependant, contrairement aux partisans du souverainisme strict, nous reconnaissons également les avantages de la coopération européenne dans certains domaines sur des questions transnationales telles que la politique étrangère, la défense, l'environnement, la

L'Engagement

politique monétaire et les plans de relance économique.

- Un **redressement économique prônant la réindustrialisation et le « *made in France* »** : garant de la présence dans tous les départements français sur le sol national d'emplois productifs et qualifiés en grand nombre et des savoir-faire nécessaires au maintien de la productivité, de la compétitivité, d'un rééquilibrage de la balance commerciale et des comptes publics (meilleures rentrées fiscales, etc.), d'un écosystème productif moins dépendant des échanges intercontinentaux. Cette réindustrialisation, soutenue par la commande publique et une réorientation de l'épargne privée, doit permettre d'accélérer la transition écologique et énergétique. Fondée sur la montée en gamme, la qualité, la relocalisation de productions davantage décarbonées, la généralisation de circuits courts et de produits écoconçus, elle est la meilleure garantie d'une croissance durable. Complétée par une politique d'innovation (relance de la recherche publique dans un cadre moins rigide et une approche moins comptable) et d'aménagement du territoire ambitieuse (grand plan d'investissement dans les infrastructures) ainsi qu'une politique de sécurité économique et de protectionnisme intelligent, elle est le fondement de notre souveraineté.

L'Engagement

- Un **investissement massif au bénéfice de l'éducation et des services publics** : parce que nos services publics sont le ciment de notre contrat social et qu'ils sont les garants de l'égalité des chances et de la justice sociale ; il est nécessaire de rebâtir une école de la République qui forme la jeunesse et tire chaque élève vers le haut car comme le disait Nelson MANDELA : « L'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le Monde » ; il est urgent de reconstruire notre système de santé ébranlé par la pandémie qui a mis à jour son manque de moyens chronique ; il est essentiel de protéger nos citoyens avec une police et une justice de proximité ; il est vital de redéployer tous les services publics sur l'ensemble des territoires oubliés de la République dans les campagnes, les banlieues et les territoires ultra-marins pour donner toutes les chances de réussite aux Français et éradiquer la précarité et l'insécurité qui sont les terreaux de la violence et de la fracture des citoyens avec la Nation et la politique.
- Un **meilleur partage des fruits de la croissance** : à l'aide d'une fiscalité juste et équitable, de la lutte contre l'évasion fiscale et le dumping intracommunautaire, d'une meilleure participation des salariés aux bénéfices et à la gouvernance des entreprises, de la protection

l'Engagement

sociale (défense de l'État-providence) et de la lutte contre les inégalités.

- La **sortie des énergies fossiles** : qui doit être anticipée plutôt que subie par la raréfaction et le renchérissement des matières premières. Nous prôtons la recherche de solutions écologiques et durables privilégiant un mode de vie plus sobre, la systématisation des circuits courts, l'écologisation des transports grâce à la mise en place d'un mix énergétique « nucléaire/renouvelable » intelligent qui garantira notre indépendance et permettra de réussir notre transition écologique. Cela nécessitera également une meilleure coopération avec les pays du Sud qui sont les plus exposés aux effets du changement climatique.
- Le **retour à la terre** : à l'aide de la promotion d'une agriculture locale et respectueuse du vivant, rémunérant correctement les agriculteurs, de la défense des territoires et de la France des sous-préfectures plutôt que de la concentration accrue des activités dans les métropoles.
- La **reconstruction du lien commun pour donner espoir à notre jeunesse** : pour que les Français se retrouvent autour des valeurs de citoyenneté et d'engagement, nous prôtons la généralisation du service national universel obligatoire pour toutes les filles et tous les garçons. Parce que la jeunesse est l'avenir de notre Nation, il est primordial de

l'Engagement

réapprendre à vivre collectivement, à travailler ensemble, à s'entraider, à construire un récit commun afin de donner corps à notre Nation.



- **La réaffirmation de la laïcité comme pilier de notre République** : parce que les institutions, la vie politique et sociale, l'éducation doivent être les garantes de la liberté et de l'émancipation des citoyens, nous combattons tous les obscurantismes religieux qui veulent imposer

l'Engagement

leurs dogmes comme règles de vie et briser l'unité de notre République.

Ainsi, la loi de 1905 portant sur la séparation de toutes les églises et de l'État doit être réaffirmée et appliquée dans sa plus stricte lecture, notamment pour le respect de la neutralité de l'État et des services publics. Il en est de même pour l'application de la loi du 11 octobre 2010 proscrivant la dissimulation du visage dans l'espace public. Les moyens doivent être globaux avec des investissements dans les moyens de sensibilisation et d'éducation à la laïcité, source d'émancipation en particulier pour les femmes, de renseignement et de police, de contrôle fiscal sur les fonds étrangers et/ou publics à destination d'associations dévoyant leurs missions culturelles, éducatives ou sportives, dans le rétablissement de services publics de qualité et d'activités économiques et sociales dans les territoires délaissés aux intégristes.

Nous reconnaissons toutes les pratiques religieuses, philosophiques ou gnostiques dès lors qu'elles n'empiètent pas sur l'intérêt public, qu'elles ne se transforment pas en outil politique et qu'elles ne contreviennent pas aux valeurs, codes, lois et usages de la République.

Ainsi nous nous opposons à tout projet politique prosélyte, qui viserait à briser l'égalité de droits et de libertés entre hommes et femmes, à gérer des

l'Engagement

lieux d'enseignement éducatifs ou doctrinaux contraires aux programmes scolaires de la République et/ou contraires au droit de la République, à établir des distinctions de droits entre croyants ou non, ou à remettre en cause la neutralité du service public.

- Le **rétablissement de la sévérité républicaine** : qui défend tous les citoyens contre toutes les violences, leur donne accès à des services publics de qualité, traite sans tabou et sans blocages idéologiques les problèmes et leurs origines.

Parce que la sûreté est un droit imprescriptible de l'Homme et du citoyen, il est du devoir de la République de garantir le droit à la protection contre la violence, les dangers, les menaces et l'arbitraire. Nous prônons une action basée à la fois sur le renforcement des effectifs de police et de justice, de manière à reconstituer une chaîne pénale avec une police de proximité, une justice sans délai et sur le renforcement des autres services publics, comme l'école et la protection de la jeunesse, permettant de traiter et de prévenir en amont les problèmes.

- Une **nouvelle Constitution** : parce que l'État, les partis et les dirigeants politiques doivent être au service de la Nation, parce que chaque Français doit avoir un intérêt à participer aux grands choix politiques de la France, plusieurs transformations d'envergure de notre République sont nécessaires

l'Engagement

afin d'augmenter la responsabilité des dirigeants politiques à rendre compte aux citoyens et par conséquent de faciliter l'intervention de ces derniers dans les décisions politiques.

Nous sommes donc favorables à l'instauration du référendum d'initiative populaire et à la dépolitisation de la composition du Conseil Constitutionnel pour garantir son indépendance et renforcer son rôle de garant des institutions. Nous prônons également la mise en place d'un mécanisme de subsidiarité autorisant le Parlement français au titre de la souveraineté nationale à amender, modifier ou s'exonérer de certaines réglementations européennes lorsque les intérêts supérieurs de la France l'imposent.

- **Le rétablissement de la France comme une puissance capable de proposer au reste du monde sa singularité et sa troisième voie** : parce que les équilibres du Monde sont primordiaux pour la sécurité le développement économique des Nations, la France doit reconquérir son indépendance pour proposer une alternative au néolibéralisme anglo-saxon et à l'autoritarisme sino-russe.

Pour ce faire, des moyens significatifs doivent être investis pour rebâtir d'une part, notre corps diplomatique au service d'une politique étrangère ambitieuse, basée sur une stratégie d'influence globale, une diplomatie économique, culturelle

L'Engagement

et juridique, la francophonie et l'aide aux pays en développement et, d'autre part, doter suffisamment nos forces armées des troupes, des équipements, des technologies modernes permettant d'anticiper et juguler les menaces, d'assurer notre défense mais également d'appuyer notre politique étrangère. A cet égard, la sortie du commandement militaire intégré de l'OTAN nous permettra de retrouver les marges de manœuvre nécessaires à l'accomplissement de notre politique.

L'aide au développement devra être concentrée en priorité vers les pays de Sud, en particulier d'Afrique, de manière à créer les conditions économiques favorables au maintien sur place des populations qui ne seront plus contraintes à émigrer, tarissant ainsi les sources d'immigration.

En parallèle, une politique d'immigration exigeante doit être mise en place pour garantir un accueil des immigrés digne, humain et de qualité.

A cet égard, les conditions d'accueil doivent être repensées de manière à garantir à chaque migrant candidat à un titre de séjour les meilleures chances d'intégration dans notre société à travers par exemple l'acquisition de la langue française, l'accompagnement professionnel ou encore l'éducation et la formation des mineurs isolés avec un suivi lors de l'entrée dans la vie active.

l'Engagement

Le traitement des demandes d'asile et des migrants en situation irrégulière doit être refondu avec des délais d'instruction réduits, des conditions de vie améliorées dans les zones d'attente et un meilleur suivi des décisions administratives et judiciaires.

« La Boétie nous enseigne que savoir dire non est l'apanage des peuples libres, et que s'endormir en croyant être libre et le meilleur moyen de se réveiller enchaînés. »

Arnaud MONTEBOURG

L'Engagement

L'Engagement est un parti politique présidé par Arnaud Montebourg.

Membre fondateur de la Fédération de la Gauche Républicaine, L'Engagement est présent sur tout le territoire français pour y promouvoir des idées et propositions relatives à la réindustrialisation des territoires, à la sortie des énergies fossiles, à la défense de la laïcité, à la réhabilitation de l'État et des services publics.

L'ENGAGEMENT – 3 avenue de Corbera – 75012 Paris –

www.l-engagement.fr

Contact presse : presse@l-engagement.fr

© L'Engagement – octobre 2023

l'Engagement
